Rassemblement pour les conditions de travail chez FM Logistic

200 travailleurs de Faure et Machet (group FM Logistic, Metz Nord) ont signé au mois de décembre une pétition contre les pratiques managériales de la direction et pour leurs conditions de travail. Les syndicats avaient également organisé un rassemblement réussi devant l'usine. C'est un bon début ! Contre les pressions de la hiérarchies, pour l'embauche en CDI des intérimaires et des précaires et l'augmentation des salaires, la seule arme des salariés c'est leur mobilisation !

Nouvelle saignée dans les effectifs chez Peugeot-Citroën (PSA) !

Venant après les 5090 suppressions d'emplois de 2007, le nouveau plan va provoquer une nouvelle chute des effectifs de 1090 ! Le site de Borny est touché : - 80 postes. Alors même que les ventes de la marque ont augmenté de 1,8% en 2007 ! Et que les profits ont explosé : + 67% au 1er semestre 2007 ! C'est clairement un renforcement de l'exploitation ! Et les 6 suicides seraient indépendants de tout ça ? Sur Borny, seule la CGT a eu le courage de dire NON…

Hadi K., immigré retraité: exploité et escroqué jusque dans la tombe?

Venu en France en 1968, Hadi K., ouvrier algérien a travaillé pour différents employeurs jusqu'en 1978. En 2007, il a 59 ans et il règle son dossier de retraite auprès de la CNAV. La caisse lui notifie qu'il a droit à 220 €/mois. Erreur: il ne touchera finalement que 68 € /mois! Consternation dans la famille! Il s'agit de l'application stricte d'une convention bilatérale! Ces misérables pratiques néo-colonialistes doivent cesser, Hadi K. doit toucher son dû !

La lutte légitime des salariés d'Aldi

Salaires au niveau du SMIC, temps partiels imposés, pressions et stress, la coupe était pleine ! Des salariés d'Aldi se sont donc lancé dans une grève de plus d'une semaine au mois de décembre, réclamant 200€ d'augmentation pour tous. Une telle augmentation n'a rien d'irréaliste, bien au contraire. Aldi, c'est un très grand groupe, présent dans toute l'Europe et aux USA. Karl l'un des frères Albrecht, patrons du groupe a un patrimoine de 17 milliard d'€ ! 200€, ils peuvent payer !

Carte scolaire 2008 : toujours moins de personnels dans l'académie !

Les années se suivent et se ressemblent : lors de la rentrée 2008, l'académie de Nancy-Metz devrait compter 377 enseignants ainsi que 41 personnels administratifs et 22 surveillants, en moins que cette année. Ces quatre dernières années, plus de 2000 postes, toutes catégories confondues ont été supprimés dans l'académie. La destruction méthodique du service public d'éducation se confirme.

N'hésitez pas à nous contacter
pour demander des informations sur les propositions et les campagnes de la LCR,
pour nous donner des informations sur ce qu'il se passe dans votre entreprise…
ou tout simplement pour nous rejoindre !

Ligue Communiste Révolutionnaire

lcr57@nomade.fr - 06. 26. 12. 77. 18. - rouge57.chez-alice.fr

«Flexisécurité» ? Sécurité pour les patrons et flexibilité pour les salariés !

LCR

Bulletin de la **Ligue Communiste Révolutionnaire** 57 / **Janvier 2008**

Portes-parole : Olivier BESANCENOT, Alain KRIVINE et Roselyne VACHETTA

18 millions de salariés du privé sont directement concernés par le projet d'accord sur le contrat de travail, connu depuis vendredi dernier. Il s'agit d'un bouleversement considérable du droit du travail, à l'avantage du patronat. La présidente du Medef, L. Parisot claironne sa grande satisfaction : elle a obtenu la « flexisécurité » à la française. Elle nous vante sous ce mot un échange « donnant-donnant » entre une prétendue sécurité des salariés et une flexibilité augmentée dans la gestion des emplois. En clair, la liberté de licencier. C'est pour cela que Mme Parisot est contente : elle a obtenu ce qu'elle voulait.

Pile : le Medef gagne…

Le CPE a été abrogé par la mobilisation sociale, le CNE vient d'être déclaré contraire aux conventions internationales du travail. Mais le Medef ne désarme pas. En effet, il veut des contrats les plus individualisés possibles, sans protection collective par la loi. Le rêve du Medef, c'est que tout se négocie dans l'entreprise, entre le patron, qui a tous les pouvoirs, et l'ouvrier, qui n'en a aucun. Le Medef n'aime pas les lois contraignantes (exemple : les 35h), mais son projet contraint à augmenter la période d'essai jusqu'à 4 mois (ouvriers) ou 8 mois (cadres). Cela ressemble au CPE ou CNE rejetés. Le projet Medef impose un nouveau contrat précaire de 18 à 36 mois, dit « contrat de projet ». A la fin du contrat, le patron a empoché les bénéfices d'une affaire urgente, mais le salarié se retrouve à l'ANPE, puisque tel est le contrat qu'il a signé « à terme incertain pour un objet défini » ! Enfin, Mme Parisot a fait passer son projet de licenciement par consentement mutuel, « comme le divorce ». L'astuce, c'est que le salarié signe une convention de rupture qui, certes, est soumise à la

Suite page 2

Jeudi 24 janvier, GREVE DE LA FONCTION PUBLIQUE
contre le blocage des salaires pour le rattrapage,
contre le salaire individualisé, contre les heures sup'.
MANIFESTATION, 14h30 à la Gare SNCF de Metz
Propositions de la LCR :
+300 € pour tous,
pas un revenu inférieur au SMIC revalorisé à 1500€ net

validation du directeur départemental du travail, mais qui sera ensuite quasiment impossible à contester. Le patron n'a plus besoin de licencier. Il lui suffit d'obtenir le consentement du salarié..., et les prud'hommes ne peuvent plus intervenir.

...Face : les salariés perdent !

Le Medef et le gouvernement expliquent qu'il y a des sécurités renforcées pour les salariés en échange des facilités de licenciement. Les indemnités de licenciements seraient soumises à un régime unique, ce qui prouve seulement que, pour les patrons, l'important est de licencier quand ils veulent, quel qu'en soit le motif (économique ou individuel). D'autre part, les salariés licenciés et réembauchés conserveront une petite partie de certains droits à la couverture complémentaire maladie ou la formation. On est loin de la sécurité annoncée qui supposerait au minimum le maintien intégral des acquis (salaires, ancienneté, qualifications). Mais, tout ce qui offre plus de facilité pour les licenciements, plus de flexibilité va être mis en oeuvre immédiatement. Tout ce qui nous est vanté comme éventuellement plus de sécurité est soumis à la négociation par branches ou entreprises, donc au veto des patrons.

...Et les chomeurs vont être traqués, comme des coupables

Le projet Medef contient une clause de surveillance des droits des chômeurs, désignés comme responsables de leur situation. Les chômeurs, comme l'a redit Sarkozy, seront obligés d'accepter n'importe quel emploi, même dévalorisé. L'introduction d'opérateurs privés à côté de l'ANPE (fusionnée avec l'UNEDIC) est légalisée, alors que ces entreprises font des profits sur le dos des chômeurs. Bref, le marché du travail devient un marché comme les autres, et cela peut rapporter gros. Aucun syndicat digne de ce nom ne doit donc signer cet accord de dupe. Et si Sarkozy veut passer en force par la loi, la mobilisation unitaire réussie du CPE en 2006, avec tous les syndicats et les jeunes, prouve qu'on peut résister et empêcher une atteinte inadmissible aux droits élémentaires.

Nos vi(ll)es valent plus que leurs profit !

Participez à la liste soutenue par la LCR aux élections municipales à Metz...

Sarkozy dit vouloir politiser ces élections et en faire un enjeu national : nous le prennons au mot ! C'est pour cette raison que nous avons pris l'initiative de constituer **une liste** à Metz **rassemblant des salariés et des jeunes de multiples horizons** déterminés à présenter **un projet alternatif à la droite qui gouverne, mais également à la gauche ralliée au libéralisme**.

Les principaux thèmes que notre liste défendra au cours de ces élections seront le logement, la question de la remunicipalisation des services d'eau et d'assainissement, les transports, le service public à la petite enfance et du quatrième âge, la démocratie locale, pour un contrôle réel de la population sur les décisions.

La **prochaine réunion de la liste** et de tous ceux qui la soutiennent aura lieu le **mardi 5 février à 20h** (Maison des association, rue du Coëtlosquet) à Metz. **Rejoignez-nous pour participer à la liste et/ou la soutenir !**

Casse du site Arcelor-Mittal Gandrange
la riposte s'organise !

Grève et manif à Luxembourg jeudi 24 à 10 h

La riposte à la casse programmée du site s'organise. Après la première grève du 16 et CE envahi, après l'AG de 1000 personnes du lendemain, le 24 sera jour de grève et de manif à Luxembourg où est implanté le siège de l'entreprise. Le Luxembourg où Arcelor-Mittal est implanté à Schifflange... Le Luxembourg, petit pays et pourtant grand paradis fiscal !

Le capitalisme dans toute sa brutalité.

Avec la décision de Mittal (n°1 mondial de l'acier, 320 000 salariés) de supprimer 700 des 1000 emplois du site de Gandrange, nous sommes au cœur du capitalisme ! Dans la presse locale, l'hypocrisie est au maximum : on voudrait opposer le « mauvais capitalisme financier » personnifié par L. Mittal au « bon capitalisme industriel d'autrefois » dont la figure emblématique serait le « bon directeur Dollé », PDG d'Arcelor. Lors de la prise de contrôle d'Arcelor par Mittal, le prix de l'action était de 41€ : elle valait 22€ en janvier ! Les actionnaires d'Arcelor ont été servis, largement servis par Mittal ! Et les dirigeants, Dollé en tête, gavés jusqu'à l'écoeurement en stoks-options (341 années de SMIC) !

Mittal présente la note aux travailleurs: archi prévisible, totalement inacceptable!

Le plan de casse d'aujourd'hui est complètement lié à cette absorption. Ne pas le voir ou le cacher a de graves conséquences dans la bataille engagée. Les produits de Gandrange sont de haute qualité et les besoins en acier de tous types sont immenses. Le problème à Gandrange n'est pas du tout celui « d'un management déficient dans l'entreprise », de « pyramides des âges dans l'entreprise, de formation des nouveaux embauchés. Le problème à Gandrange est très clairement celui de la dictature des actionnaires. La question d'un plan alternatif au plan de casse de Mittal n'est pas une question technique, une question d'expertise d'abord. Et le plan de casse ne se limite pas, c'est sûr, au seul site de Gandrange. Hayange, Schifflange au Luxembourg, les autres sites lorrains sont menacés à court et moyen terme.

La question de la propriété de l'entreprise doit être posée.

Il faut avoir le courage politique de le dire : une grande industrie de base comme la sidérurgie doit devenir propriété publique ! Les salariés et leurs organisations, la population et ses élus doivent avoir la maîtrise des décisions stratégiques. Cela porte un nom : c'est l'autogestion. Objectif difficile en soit tellement l'appétit de profit est grand ! Mais il faut dire que tant de renoncements de la gauche institutionnelle rendent cet objectif plus difficile encore ! Pourtant cette question reste incontournable.

L'exigence écologique et celle des conditions de travail à la trappe ?

D'aucune manière, le combat de l'heure, l'absolue urgence de mettre le plan de casse en échec, ne nous fera oublier l'irresponsabilité du groupe quant au rejet de CO_2 ! De même, rien ne fera oublier les sous-effectifs, l'exploitation accrue, le pauses non prises, le stress à l'origine de l'accident mortel de l'automnne !

La LCR est disponible.

La LCR, ses militants des départements lorrains et du Luxembourg et son porte-parole apporteront leur concours aux initiatives unitaires visant à battre le plan Mittal.